



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

généralités

Question au Gouvernement n° 2260

Texte de la question

## ENJEUX CLIMATIQUES

**M. le président.** La parole est à Mme Françoise Dubois, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

**Mme Françoise Dubois.** Ma question s'adresse à Mme la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Madame la ministre, il y a quelques jours, le Conseil européen a adopté le second paquet énergie-climat pour 2030. Les Vingt-Huit ont fait preuve de responsabilité et d'exemplarité. Dans la perspective de la Conférence de Paris qui se déroulera à la fin de l'année prochaine, c'est un signal fort adressé aux principales puissances étrangères émettrices de gaz à effet de serre.

La publication, dimanche dernier, du cinquième rapport de synthèse du GIEC fait écho à ce signal. Le GIEC rappelle une nouvelle fois que les États doivent réagir et s'accorder, qu'il y a urgence. On ne peut plus attendre, ni se diviser face aux dangers engendrés par le dérèglement climatique, des dangers qui guettent l'environnement, les populations et leur territoire.

Les températures augmentent, les océans s'acidifient, la terre s'assèche, les glaciers fondent. Si rien n'est fait, si les gouvernements préfèrent l'isolement à la coopération, leurs intérêts propres à l'intérêt général, il faudra affronter demain des menaces considérables au plan international, que ce soit en termes de sécurité alimentaire et énergétique, d'accès aux ressources, d'approvisionnement en eau potable ou encore de déplacements de populations.

L'échec n'est pas une option. Nos enfants, les générations à venir ne le pardonneraient pas, que ce soit en France ou ailleurs, car c'est leur avenir que l'on assombrirait. Notre pays a un rôle particulier à jouer pour qu'un accord mondial contraignant soit conclu à Paris, l'an prochain, pour contenir le changement climatique.

Pourriez-vous, madame la ministre, nous faire part, tout d'abord, de la réaction du Gouvernement concernant la dernière publication du GIEC ? Pourriez-vous, ensuite, nous présenter les enjeux des négociations qui auront lieu à Lima et nous dire comment le Gouvernement aborde la dernière ligne droite que constitue la conférence Paris Climat 2015 ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et écologiste.*)

**M. Jean Lassalle.** Très bien !

**M. le président.** La parole est à Mme la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

**Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.** Madame la députée, je

vous remercie de votre question.

M. Kumar Pachauri sera en effet à Paris demain pour remettre officiellement le rapport publié à Copenhague au Gouvernement français. Il est intéressant de voir que, contrairement à ce qui se passait encore voilà quelques années, les pays du monde entier, la presse du monde entier se sont saisis de cette publication ; en d'autres termes, il n'y a plus de doute aujourd'hui sur la réalité du réchauffement climatique, l'enjeu étant de maintenir celui-ci sous le seuil de deux degrés.

Des efforts considérables doivent donc être faits, c'est évident, pour se prémunir contre les quatre dangers que pointe le rapport du GIEC : les vagues de chaleur sur l'Europe ; l'acidité des océans et la montée du niveau de la mer, qui menace l'existence de nombreux pays insulaires ; la disparition massive de nombreuses espèces animales et la réduction de la biodiversité ; enfin, les déplacements massifs de populations, qui peuvent être à l'origine de conflits mondiaux.

La France a un rôle majeur à jouer ; le Parlement, l'Assemblée nationale l'a assumé avec le vote en première lecture du projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte. L'Europe a également pris ses responsabilités, et le monde devra prendre les siennes au sommet de Paris sur le climat qui aura lieu l'année prochaine. Plusieurs actions doivent être menées : la diminution massive des émissions de gaz à effet de serre, c'est-à-dire de l'utilisation des énergies fossiles ; l'arrêt de la déforestation, car les forêts sont une barrière contre le réchauffement climatique ; le renforcement de l'efficacité énergétique et la diminution du gaspillage énergétique ; la protection de l'eau et la garantie de la sécurité alimentaire.

La nouveauté dans le rapport du GIEC, c'est qu'il est désormais admis que ce défi est aussi une chance : une chance pour changer nos modèles de développement, une chance pour créer des activités et des emplois, une chance pour développer les technologies et les innovations liées à l'avenir de la planète. C'est cette chance que nous devons saisir. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC et sur les bancs du groupe écologiste.*)

## Données clés

**Auteur :** [Mme Françoise Dubois](#)

**Circonscription :** Sarthe (1<sup>re</sup> circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 2260

**Rubrique :** Environnement

**Ministère interrogé :** Écologie, développement durable et énergie

**Ministère attributaire :** Écologie, développement durable et énergie

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [5 novembre 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [5 novembre 2014](#)